

Cultiver les alternatives en Val de Suse

Comprendre le tournant matérialiste dans les mouvements sociaux contemporains

Davide Cacchioni

Résumé

La théorie sociale contemporaine est en train de reconceptualiser les mobilisations environnementales en soulignant les connexions entre environnement, pouvoir et vie quotidienne. Afin de comprendre les nouveaux mouvements sociaux émergents, Schlosberg et Coles (2016) proposent une lecture compréhensive en termes de « nouveau matérialisme durable » et « environnementalisme de la vie quotidienne ».

Fondé sur une approche ethnographique, mon projet aspire à contribuer à la conceptualisation de ces nouveaux mouvements en focalisant sur le Val de Suse (Alpes occidentales, Italie) et ses nouveaux projets agricoles : des expériences de « matérialisme durable » sont en train d'émerger dans le sillage de la critique politico-culturelle du « développement », portée par le mouvement No TAV, qui a mobilisé la société valsusine au long des dernières décennies contre un grand projet de nouvelle ligne ferroviaire. À partir d'un focus spécifique porté sur une association locale dédiée à la reconstruction d'une filière locale de production et transformation du chanvre, ce projet vise à analyser les stratégies de reconfiguration des flux matériels présidant à la satisfaction des besoins fondamentaux de la vie humaine et à mettre en lumière les connexions entre la transformation du chanvre dans le Val de Suse et les autres expériences de récupération de la culture du chanvre en Italie. Insérer les expériences locales du Val de Suse dans un contexte plus large de circulation des pratiques permettra d'étudier les dimensions politiques de ces projets de production agricole vis-à-vis des configurations économiques dominantes.

Le cadre théorique : du post-matérialisme à l'environnementalisme de la vie quotidienne

Une part importante (et une saison significative) du débat scientifique autour des mouvements sociaux a focalisé l'attention sur le rôle du changement *postmatérialiste* dans les systèmes de valeurs au sein des sociétés occidentales pour expliquer la croissance des préoccupations environnementales au cours du XX^{ème} siècle (Inglehart 1995). L'idée à la base de la lecture postmatérialiste des mobilisations environnementalistes est que celles-ci seraient caractéristiques des sociétés qui ont résolu les problèmes relatifs aux nécessités matérielles de base (nourriture,

logement, protection de la santé, etc.) et qui auraient la possibilité de se poser d'autres préoccupations, non-matérialistes, parmi lesquelles les questions concernant la protection de l'environnement.

La conceptualisation de Ronald Inglehart en termes de « évolution envers des valeurs postmatérialistes » était à la base d'un large effort théorique visant à expliquer les mouvements sociaux¹ qui se développèrent pendant les années 1960 et 1970 et, dans un sens plus général, à interpréter le glissement culturel envers des valeurs nouvelles que les prospères sociétés occidentales expérimentaient au cours de l'après-guerre (Inglehart 1977). Grâce à la croissance économique des Trentes Glorieuses et à l'expansion de la sécurité sociale, les cohortes de l'après-guerre profitaient de niveaux de prospérité sans précédent dans l'histoire humaine. Ces conditions amenèrent les nouvelles générations, qui n'avaient pas grandi dans les mêmes conditions de famine et d'insécurité économique que leurs parents, à donner davantage d'importance à des valeurs non-matérialistes, tel que le désir d'appartenance, d'expression individuelle et d'estime de soi (Inglehart 2008).

En ce qui concerne les mobilisations environnementales, au cours de dernières décennies plusieurs critiques ont miné le consensus autour de la lecture postmatérialiste.

D'un point de vue sociologique, l'émergence de préoccupations généralisées pour la qualité de l'environnement dans les pays non-industrialisés a été interprétée comme une très forte anomalie pour le bien-fondé de l'environnementalisme postmatérialiste, parce qu'il s'agit de contextes où l'abondance économique considérée nécessaire pour engendrer des valeurs postmatérialistes est loin d'être socialement partagée (Brechtin and Kempton 1994, Dunlap and Mertig 1997).

La critique de fond, portée par différents positions scientifiques, est que les conflits pour le contrôle des ressources naturelles et les différences dans l'exposition aux effets néfastes du développement restent hors des capacités explicatives de la théorie postmatérialiste.

Comme le soulignent Martinez-Alier et Guha (1997), parce que les « pauvres », surtout dans les sociétés non-industrialisées, dépendent de la terre et de ses ressources pour leur survie, ils ont un intérêt vital dans la préservation de l'usage commun de la nature. Martinez-Alier et Guha ont employé le concept d'« environnementalisme des pauvres » pour soutenir que « dans les plusieurs conflits concernant l'extraction minière et le traitement de déchets, dans l'histoire et aujourd'hui, les pauvres sont souvent du côté de la préservation de la nature contre les grandes entreprises et l'État. Ce comportement est cohérent avec leurs intérêts et valeurs » (Martinez-Alier 2012: 514).

Alors que dans les contextes non-industriels la relation entre systèmes sociaux et écosystèmes reste relativement évidente, l'environnement ne semblerait pas être une question centrale dans les conflits propres aux mondes industriels, ouvriers et urbains, d'autant plus que l'histoire de la pensée

¹ Voir Edelman 2001

environnementaliste affiche parfois des positionnements clairement méfiant du travail, surtout le travail moderne, technologique, conçu comme intrinsèquement dangereux pour la nature (White 1995). Cependant, « des circonstances dans la vie quotidienne à l'intérieur des contextes urbains et industriels ont défié cette division [entre nature et travail] » (Armiero 2008: 63-64). Des luttes pour des meilleures conditions de vie dans les environnements de travail, fréquemment liées à la santé et sécurité des travailleurs, ont mis en question une séparation nette entre controverses environnementales et luttes concernant le travail (Barca 2012). Puis, la croissance aux États-Unis du mouvement pour la justice environnementale (Environmental Justice Movement – EJM) – c'est-à-dire la lutte contre la distribution inégale des coûts environnementaux parmi les différents groupes sociaux selon des clivages de race, de classe, de genre – a puissamment affirmé la question des inégalités dans les formes de la dégradation environnementale qui affecte les composantes d'une société (Bullard 2000), notamment dans les contextes « riches » et « démocratiques » de l'Occident développé.

À la suite de cet ensemble de conflits concernant le travail, la santé, la qualité des lieux de vie et des différents produits matériels sur lesquels la vie quotidienne se fonde, auxquels les sociétés contemporaines se sont progressivement heurtées, il devient toujours plus clair que la crise écologique ne peut pas être comprise en la séparant de l'organisation des modalités de satisfaction des besoins² matériels de base de la vie humaine (se nourrir, habiter, se soigner, etc.) et que la « nature » revienne donc à un « champ de bataille » (Keucheyan 2014), où les connections, et l'influence mutuelle, entre l'environnement et la vie quotidienne des sociétés vont devenir toujours plus manifestes aux individus concernés par les effets sur leurs existences de la pollution, de la dégradation des écosystèmes et du changement climatique.

La conscience croissante de comment, et jusqu'à quel point, les questions environnementales arrivent à croiser la vie quotidienne et ses nécessités de base est en train d'engendrer des nouveaux mouvements sociaux que Schlosberg et Coles (2016) proposent d'inclure dans un cadre théorique compréhensif, défini en termes de « nouveau matérialisme durable » et « environnementalisme de la vie quotidienne ». À partir d'un focus porté sur un ensemble de mouvements sociaux dans des pays industrialisés, ils essayent de « théoriser le tissu conjonctif qui semble tenir ensemble ces mouvements, en formant une mosaïque pluraliste d'une nouvelle forme d'action environnementale » (Schlosberg et Coles 2016: 161). On peut retrouver une pluralité de mouvements à l'intérieur de l'encadrement en termes de « matérialisme durable » : mouvements organisant marchés paysans, les expériences de « Community Supported Agriculture » et des

² Voir Keucheyan 2017, *Ce dont nous avons (vraiment) besoin*, Le Monde diplomatique, février 2017, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/02/KEUCHEYAN/57134> [consulté en août 2017]. Illich (1981, 2010) n'accepte même pas la catégorie de besoin.

AMAP (Counihan and Siniscalchi 2014, Alkon and Agyeman 2011); les mouvements étendant les modalités dont l'énergie est produite et distribuée et configurant un rôle crucial pour les communautés locales dans le futur post-carbone (Abramsky 2010); mouvements orientés à la récupération des travaux manuels dans la vie quotidienne utilisant matériels durables et écologiques.

Selon Schlosberg et Coles (2016) trois aspects principaux devraient être soulignés dans cette dimension émergente des mouvements sociaux contemporains :

1 – le passage d'une attitude postmatérialiste à un focus sur les pratiques collectives et les institutions auto-organisées aptes à la provision des besoins fondamentaux de la vie quotidienne, qui découlerait d'une sensibilité néo-matérialiste ;

2 – le tentative de contrer (et renverser) les formes contemporaines de pouvoir imbriquées dans la circulation globale des flux matériels : « en incarnant de nouvelles formes de pouvoir et prenant part à des flux plus durables de nourriture, énergie, et d'autres besoins, ces mouvements expriment, dans le même temps, de formes de résistance et d'empowerment. Ils représentent une contre-gouvernementalité, une gouvernementalité durable » (Schlosberg et Coles 2016: 171);

3 – un changement dans la compréhension des relations entre mondes humains et non-humains.

L'attention croissante de la part des mouvements sociaux occidentaux à la reconfiguration des formes de circulation des flux matériels met en évidence le fait que la sensibilité qui était déclinée en termes de solidarité internationale et intercontinentale lors du mouvement altermondialiste fin XXème siècle-début années 2000 va prendre aujourd'hui des formes plus complexes. En Occident comme ailleurs, la crise économique, les délocalisations industrielles et, plus en général, les processus de réorganisation du « système-monde » capitaliste ont changé les géographies productives et des échanges. Lutter aujourd'hui pour des formes différentes de circulation des flux matériels signifie analyser également des contextes proches dans lesquels les individus sont au chômage ou aux prises avec de travaux peu rémunérés et pas gratifiant, qui se découvrent dépourvus de tout rôle économique et privés de toute capacité d'action politique.

Le contexte ethnographique : le Val de Suse

La conscience grandissante du lien qui existe entre environnement, pouvoir et vie quotidienne est en train d'engendrer de nouvelles formes d'auto-organisation. Dans ce cadre, mon propos est de contribuer à la réflexion au sujet des mouvements sociaux contemporains et de la relation entre environnement et société, par l'analyse d'un contexte social, le Val de Suse, vallée alpine située dans les Alpes occidentales (région de Turin), près de la frontière française, et de ses nouvelles

expériences de production agricole. Mon projet vise à approfondir l'analyse du Val de Susse, en partant des recherches menées dans le cadre d'un Master 2, avec le but spécifique de mettre en lumière les stratégies politiques et économiques employées pour reconfigurer de la base les flux matériels qui assurent la satisfaction des besoins de la vie quotidienne dans le contexte éco-social de la vallée. À partir de ces cas d'étude, la recherche s'étendra aux dynamiques supra-locales dans lesquelles ces projets sont imbriqués, afin de montrer les connexions, les différences et les similarités entre contextes différents, en prenant en compte les échelles et les réseaux de circulation des pratiques.

Le Val de Susse a une remarquable histoire industrielle, qui l'a rendu une vallée aux contours singuliers parmi les vallées alpines du Piedmont. Proche de Turin, fortement peuplé, il a expérimenté une profonde connexion avec le tissu productif du Nord-Ouest italien dès la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, aussi à cause de la présence d'importantes infrastructures routière et ferroviaire faisant le lien entre l'Italie et la France (Turin-Modane-Lyon). Cette vallée, à côté d'une structure poli-urbaine et industrielle, a maintenu aussi une dimension plus typiquement alpine avec la culture du marron dans les bois, l'essor du tourisme d'hiver dans la Haute vallée et l'évolution de l'élevage entre les énormes pâturages de haute montagne et les petites fermes.

À partir de la fin des années 1980 le Val de Susse a fait l'objet d'un projet de nouvelle ligne ferroviaire à Grande-Vitesse entre Lyon et Turin (projet « TAV », Treno ad Alta Velocità) aux très grands coûts environnementaux (kilomètres de tunnel à percer avec de lourds effets de pollution sur les écosystèmes locaux) et financiers (plusieurs milliards d'investissement publique), qui a trouvé l'opposition d'un vaste mouvement social, le mouvement « No TAV », surgi pour contrecarrer la réalisation du projet (della Porta et Piazza 2008, Aime 2016). Il est difficile de concevoir l'action culturelle du mouvement « No TAV » comme environnementaliste dans un sens restreint. Si des préoccupations au regard de la conservation de l'environnement de la vallée en péril de destruction jouent un rôle centrale dans l'émergence de la lutte, celle-ci a progressivement dépassé une orientation postmatérialiste envers la nature, conçue non plus seulement comme un héritage à préserver, comme le paysage alpin à maintenir « sauvage »³, mais davantage comme le fondement des relations réciproques entre systèmes sociaux et écologiques. Incarnant un passage des raisons spécifiques d'opposition au projet TAV aux clivages généraux affectant les sociétés contemporaines (relation entre économie et environnement, rôle des communautés locales dans un monde

³ Guha et Martinez-Alier (1997) parlent à cet égard de « *cult of wilderness* », expression de la tendance dans les cultures occidentales à nourrir le désir d'une relation directe et sans médiation avec la nature non corrompue par la présence humaine. « Le [cult of wilderness] émerge de l'amour de beaux paysages et de valeurs profondément ancrées, pas d'intérêts matériels » (Martinez-Alier 2002: 2). L'accent sur la nature vierge et intacte conduisit politiquement à l'institution de parcs et zones protégées et culturellement à la conception d'une très forte dichotomie entre les espaces de la nature et les espaces humains.

globalisant, conflit entre modèles de démocratie), le mouvement No TAV a été en mesure de forger des alliances avec d'autres mouvements sociaux, d'autres organisations et luttes, en Italie et ailleurs, et de produire une critique profonde du « développement économique » et de ses « fausses promesses ». La politique culturelle⁴ du mouvement No TAV, résultant d'un tel croisement d'approches critiques, a promu, au fil des décennies, l'émergence d'un ensemble de nouvelles expériences de « matérialisme durable » : groupes d'achat solidaires (GAS, gruppi di acquisto solidali), entrepreneuriat « éthique », groupes de cuisiniers militants, nouvelles expériences agricoles.

Mon projet de recherche se propose de se pencher sur ce type d'expérimentations, avec le but de porter une contribution théorique à l'approfondissement de la réflexion autour des pratiques collectives et des institutions auto-organisées aptes à la provision des besoins de la vie quotidienne. L'ensemble d'initiatives découlant d'une sensibilité néo-matérialiste configure des expérimentations préfiguratrices (Epstein 1988) aspirant à modifier les flux matériels qui président à la satisfaction des nécessités de base, tout en défiant le système capitaliste hégémonique de production, distribution, consommation et commercialisation. Dans cet effort créatif, il est essentiel d'examiner quelles valeurs et quels discours sont mobilisés, quelles stratégies employées, quelle(s) redéfinition(s) du rapport entre société locale et mondes globaux l'action de base entraîne.

Afin d'éclaircir ces dimensions sociopolitiques, la recherche se focalisera sur les expériences rurales émergentes du Val de Susse et, en particulier, sur une association dédiée à la production et à la transformation du chanvre qui mérite une attention ethnographique spécifique à cause des implications plus générales connexes à ses activités.

Description du projet : objectifs et méthodologie

Le projet de recherche proposé est ancré dans une démarche ethnographique. Le cadre théorique présenté plus haut n'est pas conçu comme le « dessin préalablement tracé », que l'observation n'aurait qu'à colorier, mais il représente plutôt l'explicitation de la préprogrammation de la curiosité ethnographique (Olivier de Sardan 1995: 4), tandis que les objectifs de recherche ne

⁴ Alvarez, Dagnino et Escobar emploient la notion de politique culturelle (*cultural politics*) dans leur ouvrage de 1998: « Our working definition of cultural politics is enactive and relational. We interpret cultural politics as the process enacted when sets of social actors shaped by, and embodying, different cultural meanings and practices come into conflict with each other. This definition of cultural politics assumes that meanings and practices—particularly those theorized as marginal, oppositional, minority, residual, emergent, alternative, dissident, and the like, all of them conceived in relation to a given dominant cultural order—can be the source of processes that must be accepted as political. [...] Culture is political because meanings are constitutive of processes that, implicitly or explicitly, seek to redefine social power. That is, when movements deploy alternative conceptions of woman, nature, race, economy, democracy, or citizenship that unsettle dominant cultural meanings, they enact a cultural politics.[...] The cultural politics of social movements often attempt to challenge or unsettle dominant political cultures » (Alvarez, Dagnino et Escobar 1998, p. 7-8)

proposent que de trajectoires conceptuelles que le terrain est appelé à (totalement ou partiellement) subvertir ou confirmer.

Le projet que je présente vise à éclairer les modalités, les tentatives, les espoirs de reconfiguration de la circulation des flux matériels à partir d'un niveau de base (*grass-root level*) dans le contexte éco-sociale du Val de Suse. L'objet principal de la recherche sont les nouvelles expériences rurales : je propose en particulier un focus sur une association fondée il y a quelques années avec l'objectif de récupérer une ancienne culture, le chanvre, qui était largement utilisée dans le Val de Suse jusqu'au début du XXème siècle et qui fait aujourd'hui l'objet d'une attention grandissante en raison des possibilités de réorganisation de la structure productive locale que sa production et transformation laissent entrevoir.

L'idée de construire une filière de production et de transformation du chanvre entièrement locale a rassemblé des individus provenant de différentes portions du Val de Suse et aux multiples parcours professionnels qui se sont engagés dans la production et transformation du chanvre comme part de processus individuels de réorganisation de vie. Ce qui est important pour comprendre ce type d'expériences est qu'il ne s'agit pas de « néoruraux » dans la conception classique française du terme, des individus qui, en cherchant une rupture nette avec la vie urbaine et industrielle, ont trouvé dans la France méridionale et dans les régions de moyenne montagne pendant les années 1970 le « pays de l'utopie rustique » (PUR), comme l'exprima, entre autres, Mendras dans son récit fictionnel en 1979. Dans le Val de Suse, il ne s'agit pas d'individus qui opèrent de ruptures nettes, mais plutôt de processus de (re)conversion des formes d'existence où une dimension rurale est progressivement intégrée à côté des autres, sans les remplacer totalement. Cela renvoie, d'un côté, à la structure socio-géographique du Val de Suse, qui mélange espaces urbains et agricoles, plaine et montagne. Et, de l'autre côté, à une évolution dans les formes culturelles de l'« imaginaire écologique » :

À la différence des années 1970, il ne s'agit plus d'expérimenter une contre-société [...] On assiste plutôt à la mise en place d'un art du bricolage, pour tenter de faire tenir ensemble des polarités, des contradictions et des domaines irréconciliables de la réalité ; un art de s'arranger avec la complexité du monde en l'hybridant, en le couturant et en le conceptualisant ; un art de mêler intimement, sans les opposer nécessairement, des éléments du réel et des désirs d'ailleurs et d'autrement.

(Manceron et Roué 2013)

Les expériences de reconversion vers des projets de production rurale renvoient aussi aux processus de crise économique et de croissance du taux de chômage qui ont investi les sociétés occidentales depuis la fin des Trente Glorieuses et que la crise de 2007 a contribué à aggraver (Poli 2013). Les

projets liés au chanvre (et à d'autres cultures) doivent être situés dans le contexte socio-historique du Val de Suse, en prenant en considération les récentes évolutions de la structure productive du Nord-Ouest de l'Italie vers une vaste désindustrialisation, à travers l'analyse des données socio-économiques. Cette crise est en train de défier la façon dont le territoire du Val de Suse a été conçu pendant des décennies de développement industriel. Les nouveaux projets ruraux sont insérés dans cette situation récente, comme réaction/réponse collective. Leur analyse ouvre une série de questions : jusqu'à quel point modifient-ils la structure productive du Val de Suse ? Dans quelle direction ? Et quelle relation avec les acteurs économiques « traditionnels » (ouvriers, éleveurs, employés) est-elle en train de prendre forme ?

Les projets centrés sur la production agricole et, en particulier, la production du chanvre posent une question de possibilité et de faisabilité. Essayer de cultiver et de transformer ce produit agricole dans une vallée alpine assez étroite, où l'urbanisation et l'industrialisation ont à la fois soustrait des grandes quantités de sol sur le fond de la vallée et dépeuplé la montagne et ses terrains agricoles, implique des exigeants efforts culturels et organisationnels. Dans ce sens, l'observation participante (Musante [DeWalt] 2015) permettra de porter le regard sur les stratégies politico-culturelles mises en œuvre pour *ouvrir des possibilités* de production. Le précédent terrain mené dans le Val de Suse, pour mon mémoire de master, a mis en lumière le rôle joué par l'utilisation – sinon le bricolage – du passé local dans les processus consistant à étendre l'espace du possible : examiner les anciennes chaînes de production et distribution, récupérer les technologies d'antan, redécouvrir des semences traditionnelles et des cultures désuètes n'a pas seulement une fonction identitaire et politique, mais aussi expérimentale.

On trouve bien dans les mouvements paysans contemporains une filiation revendiquée avec le passé, mais cet affichage témoigne d'abord et surtout d'une prise de distance avec l'idéologie du progrès et son orientation exclusive vers un avenir technologique pensé comme meilleur. La référence à la paysannerie sonne comme un manifeste, celui du rejet du modèle productiviste, et la valorisation de la « tradition » comme une ressource politique et identitaire.

(Demeulenaere et Bonneuil 2010)

À côté de l'affichage d'une diversité politico-culturelle par rapport à l'agro-industrie, le passé fonctionne aussi comme réserve de suggestions à la fois théoriques et pratiques, relevant du monde antérieur à la Révolution verte, à laquelle puiser pour en tirer de modalités de *faire autrement* qu'on peut décider *aujourd'hui* de récupérer, tout en les actualisant, afin de se soustraire aux conformations économiques dominantes (productives, distributives et de consommation) et à leurs implications sociopolitiques (centralisation du contrôle des flux, fuite de la valeur vers le haut,

négation de la subjectivité des communautés territoriales). Stuver propose de conceptualiser cette attitude de relation au passé comme « retro-innovatrice » :

Retro-innovation is about developing knowledge and expertise that combines elements and practices from the past (from before modernisation) and the present and configures these elements for new and future purposes. [...] One could argue that innovations always use elements from previous experience. Nevertheless in these cases, the retro side of innovation gains increased weight because the local innovations that are developed use elements of the past out of discontent with the present regimes [of production, consumption...]. [...] Retro-innovation equates to pluralism and of participation by the people that want 'something else'

(Stuiver 2006: 163-164)

L'association sur laquelle je propose de porter un focus spécifique s'est donné comme but celui de reconstruire une filière locale de production et transformation du chanvre. Il s'agira donc de suivre les modalités par lesquelles les semences de chanvre sont obtenues, distribuées et mises en culture ; d'observer les modalités dont les plantes sont cultivées jusqu'à la récolte ; de voir les différents processus de transformation choisis et les formes de vente du produit fini. Produire et transformer du chanvre dans le Val de Suse implique des connexions plus vastes, supra-locales. Les semences de chanvre doivent être certifiées par le Ministère et ne peuvent pas être reproduites par les agriculteurs. La transformation alimentaire du produit nécessite des machines que les agriculteurs du Val de Suse ne possèdent pas. Les autres filières de transformation du produit (textile, écoconstruction) doivent être encore organisées, en regardant à d'autres expériences.

Étudier cet ensemble de pratiques demande de prendre en compte d'autres niveaux d'analyse et de mettre au jour les vastes implications sociopolitiques de ces initiatives.

D'abord la « description dense » (Geertz 1998) des formes de structuration de ces initiatives permettra l'exploration des structures et, dans un sens plus vaste, des institutions auto-organisées aptes à la provision des nécessités de base qui sont en train d'être préfigurées (Epstein 1988).

Dans les expériences que Lockyer et Veteto (2013) proposent d'appeler « éco-topiques », de nouveaux modèles de conception de la relation entre sociétés humaines et nature sont en train d'être développés, dans le contexte d'une circulation globale de suggestions concernant l'intégration entre mondes humains et non-humains. Il s'agira donc d'esquisser les caractéristiques que la relation morale entre mondes humains et non-humains prend localement dans les actions évoquées, afin d'ouvrir le paysage des valeurs mises en pratique.

Les expériences de « matérialisme durable » dans le Val de Suse ne peuvent pas être comprises sans prendre en compte le mouvement « No TAV ». Elles doivent être placées dans l'héritage politico-

culturel du mouvement car elles font appel au capital social et culturel que la mobilisation « No TAV » a créé (della Porta et Piazza 2008, voir chapitres 5 et 6) et retravaillent la dimension communautaire comme produite et reproduite pendant la lutte. Je focaliserai mon attention ethnographique afin de comprendre la perméabilité et l'interconnexion entre la mobilisation No TAV et les expériences rurales nées à côté de la lutte, d'un point de vue à la fois culturel et organisationnel.

J'essaierai de mettre au jour les plus amples connexions liant les activistes locaux avec les réseaux nationaux et internationaux engagés dans les expériences d'autoproduction, les institutions publiques et, en général, tous les sujets individuels et collectifs extérieurs au Val de Suse qui poursuivent diverses formes de collaboration avec les projets néo-matérialistes du Val de Suse. En particulier, le focus sur le chanvre permettra d'explorer les liens avec les associations nationales qui s'occupent depuis longtemps de développer la production de chanvre, et d'observer les différences et les similarités entre des expériences qui, même en partageant le but de récupérer la culture du chanvre, peuvent le faire à partir de différents points de départ et avec des motivations hétérogènes. Au-delà des différences qui existent probablement entre ces cas, il s'agira également d'analyser les liens politiques et les échanges d'expériences et de savoirs qui semblent caractériser les relations entre associations diverses.

Les expériences de « matérialisme durable » se caractérisent par une grande attention aux modalités dont les flux matériels s'inscrivent dans les contextes locaux. Les tentatives d'auto-organiser les flux, en conceptualisant des économies « locales », « à zéro kilomètres », autocentrées, comme dans le cas du chanvre, configurent également des processus de redéfinition politique de la localité (Low et Lawrence-Zúñiga 2003, Gupta et Ferguson 1997) qui seront à approfondir. Comment ces expérimentations contestent-elles la globalisation néolibérale ? Quel modèle d'interconnexion est-il opposé au libre mouvement des capitaux et des marchandises ? L'hypothèse est que ces expériences visent à produire une localité intégrée dans un réseau de communautés auto-organisées, orientées à devenir à la fois autonomes économiquement et connexes solidairement.

Conclusion

L'étude ethnographique des expériences rurales dans le contexte du Val de Suse permettra de contribuer à la réflexion autour des pratiques collectives et des institutions auto-organisées qui découlent d'une sensibilité néo-matérialiste. Dans la tentative de contrer (et renverser) les formes contemporaines de pouvoir imbriquées dans la circulation globale des flux matériels, ces initiatives impliquent des stratégies sociopolitiques qui aspirent à modifier les modalités dont les sociétés lo-

cales s'inscrivent dans les mondes nationaux et globaux, et à construire des équilibres différents de relation entre sociétés humaines et écosystèmes qui nécessitent d'être analysées ethnographiquement. Le potentiel de préfiguration de ce type d'expérimentations, avec ses limites et ses implications plus amples, mérite d'être approfondi.

Références bibliographiques

- Abramsky, K. (ed.), 2010, *Sparking a Worldwide Energy Revolution: Social Struggles in the Transition to a Post-Petrol World*, Oakland, CA, AK Press
- Aime M., 2016, *Fuori dal tunnel. Un viaggio antropologico in val di Susa*, Roma, Meltemi
- Alkon, A. H., and Agyeman, J. (eds.), 2011, *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*, Cambridge, MA: MIT Press
- Alvarez S. E., Dagnino E., Escobar A., 1998, *Introduction. The Cultural and the Political in Latin American Social Movements*, in Alvarez, S. E., Dagnino, E., Escobar, A., eds., 1998, *Culture of Politics. Politics of Culture. Re-visioning Latin America Social Movements*, Boulder/Oxford, Westview Press
- Armiero M., 2008, “ Seeing Like a Protestor: Nature, Power, and Environmental Struggles ,” *Left History* 13/1: 59 – 76
- Barca S., 2012, “On working-class environmentalism: a historical and transnational overview” *Interface: a Journal for and about Social Movements* 4 (2): 61-80
- Beaud S., 1996, L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique», *Politix*, Vol. 9, N°35, troisième trimestre 1996: 226-257
- Brechin S. R., Kempton, W., 1994, “Global Environmentalism: A Challenge to the Postmaterialism Thesis?” *Social Sciences Quarterly* 75 (2): 245-269
- Bourdieu P., 1993, *Comprendre*, pp. 903-925, dans Bourdieu P., sous la direction de, 1993, *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil
- Bullard R. D., 2000, *Dumping in Dixie. Race, Class, and Environmental Quality*, Boulder, Colorado, USA /Oxford, UK, Westview Press
- Counihan C., Siniscalchi V., 2014, *Food Activism. Agency, Democracy and Economy*, London/New York, Bloomsbury
- della Porta D., Piazza G., 2008, *Le ragioni del no. Le campagne contro la TAV in Val di Susa e il Ponte sullo Stretto*, Milano, Feltrinelli
- Demeulenaere E., Bonneuil C., 2010, *Cultiver la biodiversité. Semences et identité paysanne*, dans Hervieu B., Mayer N., Müller P. Purseigle F., & J. Rémy, 2010, *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*, Presses de Sciences Po, pp.73-92
- Dunlap R. E., York R. , 2008, “The Globalization of Environmental Concern and the Limits of the Post-Materialist Explanation: Evidence from Four Cross-National Surveys” *Sociological Quarterly* 49: 529-63
- Edelman M., 2001, “Social Movements: Changing Paradigms and Forms of Politics” *Annual Review of Anthropology* 30: 285-317
- Epstein B., 1988, *The Politics of Prefigurative Community: the Non-violent Direct Action Movement*. in Davis M., Sprinker M., eds., 1998, *Reshaping the US Left: Popular Struggles in the 1980s*, London, Verso: 63-92
- Geertz C., 1998, *Interpretazione di culture*, Bologna, Il Mulino

- Guha R., Martinez-Alier J., 1997, *Varieties of Environmentalism: Essays North and South*, London, Earthscan
- Gupta A., Ferguson J., 1997, *Culture, Power, Place : Explorations in Critical Anthropology*, London, Duke University Press, pp. 1-32
- Illich I., 1981, *Per una storia dei bisogni*, Milano, Arnoldo Mondadori Editore
- Illich I., 2010, *Needs*, in Sachs W., ed., 2010, *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power*, London/New York, Zed Books
- Inglehart R., 1977, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles*, Princeton, Princeton University Press
- Inglehart R., 1995, "Public support for environmental protection: objective problems and subjective values in 43 societies", *Political Science and Politics*, 28 (1)
- Inglehart R., 2008, "Changing Values among Western Publics from 1970 to 2006", *West European Politics*, 31:1-2, 130-146
- Keucheyan R., 2014, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Paris, Zones / La Découverte
- Keucheyan R., 2017, *Ce dont nous avons (vraiment) besoin*, Le Monde diplomatique , février 2017, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/02/KEUCHEYAN/57134> [consulté en août 2017]
- Lockyer J., Veteto J. R., eds., 2013, *Environmental Anthropology. Engaging Ecotopia. Bioregionalism, Permaculture, and Ecovillages*, New York/Oxford, berghahn
- Low S. M., Lawrence-Zúñiga D., 2003, *The Anthropology of Space and Place. Locating Culture*, Malden/Oxford/Carlton, Blackwell Publishing
- Manceron V., Roué M., 2013, « L'imaginaire écologique », *Terrain* [En ligne], 60 | mars 2013, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté en août 2017. URL : <http://terrain.revues.org/15032>
- Martinez-Alier J., 2002, *The environmentalism of the poor: a study of ecological conflicts and valuation*, Cheltenham, UK/Northampton, MA, USA, Edward Elgar
- Mendras H., 1979, *Voyage au pays de l'utopie rustique*, Le Paradou, Actes Sud, coll. « Espace-temps »
- Musante (DeWalt) K., 2015, *Participant Observation*, in Russell Bernard H., Gravlee C. C., eds., 2015, *Handbook of Methods in Cultural Anthropology*, Lanham, Rowman & Littlefield: 251-292
- Olivier de Sardan J.-P., 1995, « La politique du terrain », *Enquête* [En ligne], 1: 4
- Poli D., 2013, *Editoriale. Problematiche e strategie per il ritorno alla terra*, in *Scienze del territorio. rivista di studi territorialisti*, Firenze University Press, ISSN 2284-242X (online) n. 1, 2013, pp. 17-30
- Schlosberg D., Coles R., 2016, "The New Environmentalism of Everyday Life: Sustainability, Material Flows and Movements" *Contemporary Political Theory* 15 (2): 160–181, London, Palgrave Macmillan
- Stuiver M., 2006, *Highlighting the Retro Side of Innovation and its Potential for Regime Change in Agriculture*, in Marsden T., Murdoch J., eds., *Between the Local and the Global. Research in Rural Sociology and Development*, vol. 12, London, Emerald: 147-173

White, R., 1995, "Are you an Environmentalist or Do You Work for a Living?" in *Uncommon Ground: Toward Reinventing Nature*, ed. Cronon, W., New York, W. W. Norton